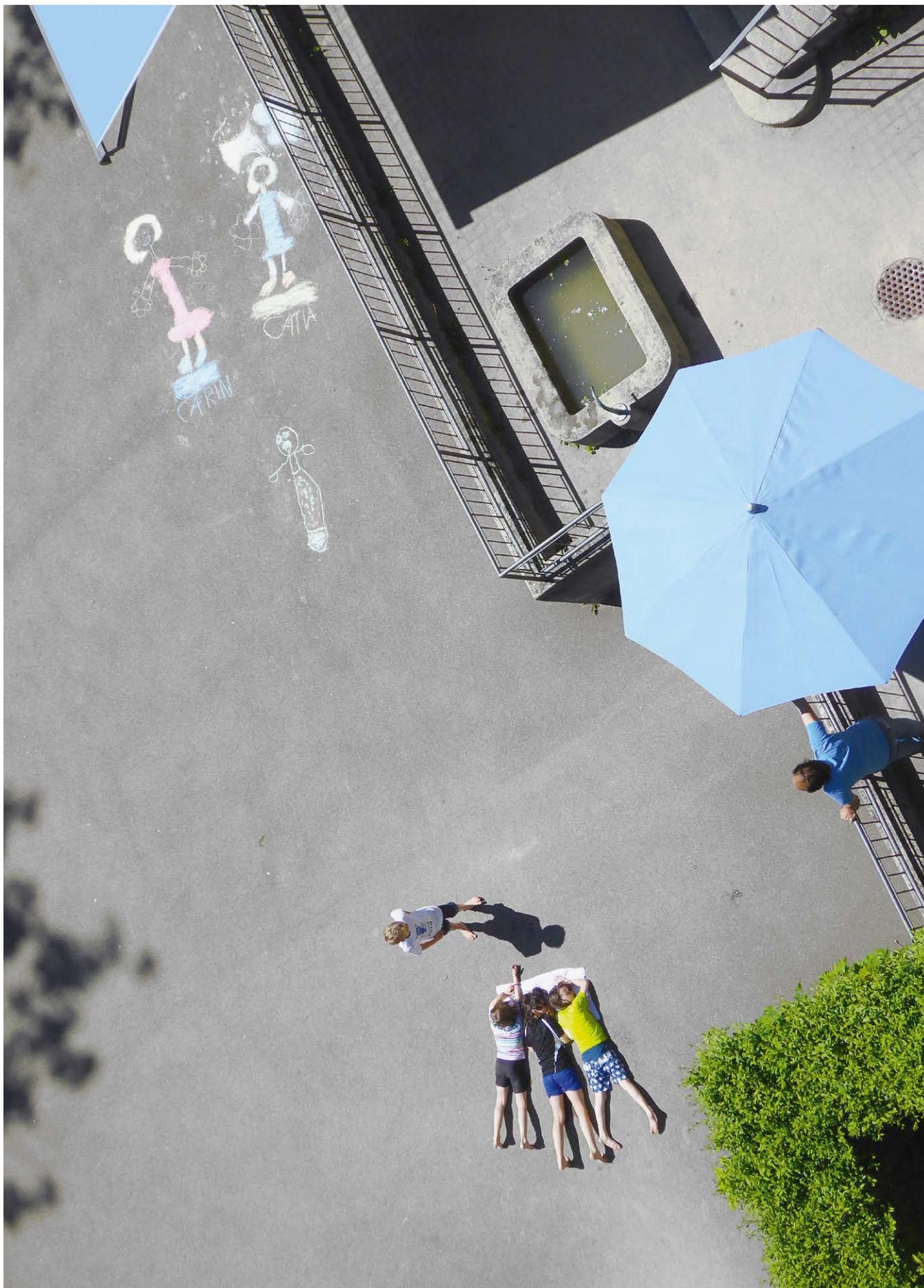


moneta

Le journal pour
un usage différent
de l'argent
#2-2016

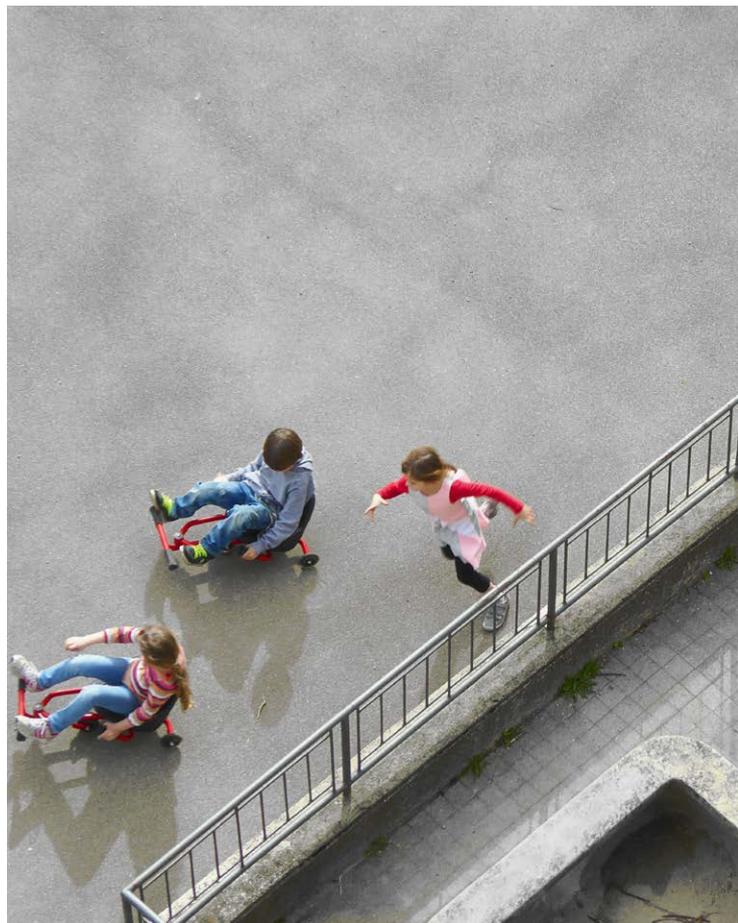


SAVOIR

Culture financière: quelles sont vos compétences en matière d'argent? Faites le test! **6**

Open source: des connaissances techniques en libre accès pour des processus de production plus équitables. **10**

Cliniques phytosanitaires: un réseau mondial de spécialistes apporte un savoir-faire vital aux petites exploitations agricoles. **14**





Photos: Regula Schaffner

DOSSIER: SAVOIR

- 6 **Votre argent est aussi malin que vous**
- 9 **Déléguer des connaissances, c'est perdre des capacités**
- 10 **Open source – des machines pour tout le monde**
- 12 **Chronique: Satisfait ou remboursé!**
- 13 **Les têtes bien remplies vivent plus longtemps**
- 14 **Des phytocliniques contre les mauvaises récoltes**
- 17 **Les études universitaires au cas par cas**

LES PAGES DE LA BAS

- 18 **Hausse des frais, baisse des taux d'intérêt**
- 20 **Le capital-actions augmente, Eric Nussbaumer se retire**
- 20 **L'heure est à l'échange automatique d'informations**
- 21 **La bourse ou l'éthique? Etude sur le négoce à la Bourse**
- 21 **En vacances? Débloquez votre carte Maestro!**
- 21 **Nouvelles heures d'ouverture des guichets**
- 22 **Portrait de crédit: Bien plus qu'un restaurant**

LA PAGINA DELLA BAS

- 23 **Aumento del capitale azionario e congedo di Eric Nussbaumer**
- 23 **È in arrivo lo scambio automatico di informazioni**

EN PERSONNE

- 24 **Les sciences doivent accepter le débat public**

SAVOIR, C'EST POUVOIR



Photo: mäd

Le vrai pouvoir, c'est la connaissance. Cet aphorisme, attribué au philosophe anglais Francis Bacon, a quatre cents ans et n'a rien perdu de son actualité. Les exemples présentés dans ce numéro de moneta le démontrent: le savoir nous permet de relever les défis sociétaux et économiques à venir. Niels Boeing, journaliste spécialisé en science et en technologie, nous dit comment le

principe du libre accès (ou *open source*) peut contribuer à transformer durablement nos processus de production. La journaliste Mirella Wepf décrit quant à elle comment la mise en œuvre de connaissances en agriculture, dans un projet mondial, aide les petites agricultrices et petits agriculteurs à éviter des pertes de récoltes pouvant menacer leur existence.

Avec ce numéro de moneta, René Hornung me passe le témoin de la rédaction en chef. Pendant une décennie, il a apporté son engagement et ses compétences à moneta. Il a voulu réduire sa charge de travail avant de prendre sa retraite. Un changement a lieu également dans l'équipe rédactionnelle: Anna Sax, économiste de la santé et rédactrice, quitte nos pages après huit ans avec un dernier article traitant de la relation entre le savoir et la santé. Et nous accueillons la journaliste romande Muriel Raemy, qui a rencontré et interviewé Dominique Bourg, professeur de philosophie à l'Université de Lausanne. Leur discussion a porté sur la façon dont notre société peut aboutir à un mode de vie plus durable, et le rôle que la connaissance peut jouer à cet égard.

Je vous souhaite une lecture enrichissante!

Katharina Wehrli

moneta Le journal pour un usage différent de l'argent #2-2016

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et est envoyé gratuitement aux client-e-s de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA **Rédaction** Bärbel Bohr (bb), Simon Rindlisbacher (sr), Muriel Raemy (mr), Anna Sax (as), Katharina Wehrli (direction, kw), Dominique A. Zimmermann (az) **Traduction** Sylvain Pichon, Mediamix.3 Sagl **Annances** Bruno Bisang **Graphisme, illustrations** Clerici Partner Design, Zurich **Photo de couverture** Regula Schaffer **Impression** ROPRESS Genossenschaft, Zurich **Papier** 100 pour cent papier recyclé **Adresse** Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch **Abonnements** annuel Fr. 20.-, soutien Fr. 50.- **Tirage de cette édition** 7350 exemplaires **Encarts** Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Si vous déménagez et que vous êtes client-e de notre banque, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

Pour un usage sage de l'argent

Dans son nouvel essai, le philosophe et romancier français Pascal Bruckner explore notre rapport à l'argent: «S'il est sage d'avoir de l'argent, il est sage de s'interroger sur lui: il est à tout âge l'instrument de la liberté à condition de ne pas tomber dans les pièges qu'il nous tend», déclare l'auteur. Si Pascal Bruckner constate que le plus grand ennemi du capitalisme c'est lui-même, avec cette accumulation d'argent entre une poignée de gens, il ne voit pas d'alternative à y opposer. Il réfléchit à de nouvelles formes de capitalisme, en appelant aux vertus des origines que sont le travail, le mérite, la récompense de l'effort et la décence dans la répartition des salaires. Dans un souci de justice sociale, il faut, selon lui, revenir à l'ascétisme et à une certaine sobriété dans l'usage de l'argent. (mr)



Pascal Bruckner, *La Sagesse de l'argent*, Ed. Grasset, 2016, 320 pages

Polar au pays des banques

Sébastien Meier, jeune auteur lausannois, a signé un thriller économique palpitant qui évolue dans les coulisses obscures du négoce international. Celui du pétrole, du cuivre, de l'or, du blé et du riz, dont la Suisse romande, Genève en tête, est une plaque tournante. Dans *Le Nom du père*, l'inspecteur Bréguet décide d'élucider le mystère qui entoure la mort étrange de son amant. De la capitale vaudoise à La Chaux-de-Fonds, il découvre des affaires gênantes voire dangereuses pour la Suisse: réseaux de prostitution, évasion fiscale et corruption vont donner du fil à retordre au détective. Les lectrices et lecteurs découvrent l'univers du négoce international au fur et à mesure des lectures et des rencontres de l'inspecteur. Un roman policier qui jette une lumière crue sur la Suisse des banques et des montages fiscaux. (mr)



Sébastien Meier, *Le Nom du père*, Ed. Zoé, 2016, 398 pages

Epicerie sans emballages à Sion

Le commerce en vrac d'antan revient. Une petite boutique du nom de Chez Mamie Bio-Vrac vient d'ouvrir à Sion. Pas de barquettes en plastique ni de conditionnements superflus pour ce magasin qui propose une centaine de produits de qualité bio, issus du terroir et du commerce équitable: pâtes, légumineuses, épices, thé, café, céréales et farines, le tout stocké dans des silos, mais aussi cosmétiques et produits d'entretien ménager naturels, sans oublier les fruits et légumes livrés par les maraîchers voisins. Le principe? Les client-e-s se servent de ce dont elles et ils ont besoin dans leurs propres contenants tels que sacs en tissu, pochettes en papier, flacons ou autres boîtes. (mr) www.chezmamiebiovrac.com

Devenir un-e artisan-e de la transition

LaRevueDurable, éditée quatre fois par an à Fribourg, mène depuis 2002 des enquêtes approfondies et livre une information rédactionnelle claire et engagée sur la durabilité. Ses responsables, Susana Jourdan et Jacques Mironowicz, ne vont certes pas délaissier leur plume mais veulent donner une autre forme à leur engagement en initiant des projets sur le terrain. Début mars est donc née l'association Artisans de la transition. Celle-ci travaillera sur trois plans: poursuivre leur travail d'enquête et d'écriture, creuser les ressorts de la capacité humaine à agir et fournir le plus possible de moyens de participer à la transition. (mr) www.artisansdelatransition.org

Dix-neuf grammes de CO₂ par mail

Selon l'Ademe*, chaque e-mail accompagné d'une pièce jointe de 1 mégabyte produit 19 grammes de CO₂. Lorsque dans une entreprise d'une centaine de personnes chaque collaboratrice et collaborateur envoie 10 mails de 1 mégabyte durant 250 jours ouvrés, cela génère 4,8 tonnes de CO₂ en une année. Autant que deux vols aller

et retour Genève-New York! Chacun-e de nous peut contribuer à réduire ses émissions de CO₂ en ciblant les destinataires et en bannissant les mises en copie systématiques. Il est aussi conseillé de diminuer le poids des mails en optant pour l'envoi d'un lien internet plutôt que d'un fichier. (sr)

*Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (France)



PLACE DU MARCHÉ



La place du marché est un lieu de rencontre entre des personnes ayant de bonnes idées qui cherchent des moyens pour réaliser leur projet, et d'autres qui souhaitent soutenir des projets porteurs de sens.

Le principe

La réglementation bancaire devient de plus en plus stricte. Les lois sont certes nécessaires, mais elles ont aussi des conséquences négatives: des projets qui n'entrent pas dans le cadre voulu obtiennent de moins en moins facilement des crédits bancaires. La BAS cherche des solutions pour permettre à des projets porteurs de sens d'accéder à des financements, par exemple à travers la place du marché qui a pour but de mettre en relation l'argent et les projets qui en cherchent.

Comment cela fonctionne

Un projet est publié à condition que son but corresponde à un secteur d'encouragement de la BAS. **La BAS n'examine PAS l'entreprise et son entreprise ne constitue PAS une recommandation d'investissement.**

Il revient aux bailleuses et bailleurs de fonds de s'informer directement auprès des proposantes et proposant quant au prix d'émission, à l'agio, à la durée, au taux d'intérêt, etc.

Votre projet sur la place du marché. Vous souhaitez présenter votre projet sur la place du marché? Contactez-nous: www.abs.ch/fr/la-bas-agit/journal-moneta/place-du-marche ou par téléphone au 062 206 16 16

Annonce

Association des propriétaires pour l'habitat durable



HabitatDurable
SUISSE

L'alternative écologique et sociale aux chambres immobilières

Adhérez maintenant!

www.habitatdurable.ch

031 311 50 55

Votre argent est **aussi malin** que vous

Chaque jour, nous devons prendre de nouvelles décisions financières. Y répondre correctement demande des connaissances et la faculté de les mettre en œuvre. Pas si facile, car la psychologie et l'environnement social placent des obstacles sur la route de qui souhaite agir de façon responsable avec l'argent.

Texte: Bärbel Bohr

Supposons que vous ayez hérité d'une somme d'argent et que vous souhaitiez la faire fructifier. Est-il plus sûr de la placer dans un seul titre ou plusieurs? Voilà l'une des questions d'un test qui a permis d'évaluer la culture financière de 150 000 personnes sur la planète. Bien que le proverbe recommande de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, beaucoup de gens n'ont pas su répondre correctement à cette question.

Dans l'ensemble, les résultats du «mini-test financier» sont insatisfaisants: seules 36 pour cent des personnes interrogées l'ont réussi, répondant sans faute à trois questions sur cinq (*voir encadré*). En Chine, deuxième plus grande économie du monde, 28 pour cent seulement des participantes et participants ont abouti. Les lauréats sont la Norvège, la Suède et la Finlande, avec 71 pour cent. Avec 57 pour cent, le taux de réussite de la Suisse, place financière, est étonnamment bas.

L'enquête ne montre pas seulement les différences entre les pays. L'éducation financière est avant tout une affaire d'hommes, y compris dans notre pays. Martin Brown, professeur à l'Université de Saint-Gall, a avancé les raisons suivantes dans une entrevue avec l'hebdomadaire économique *Handelszeitung*: à l'âge adulte, le sujet intéresserait moins les femmes, qui auraient de surcroît moins confiance en elles quand elles passent des tests. D'après lui, elles seraient plus enclines que les hommes à répondre «Je ne sais pas», en cas de doute.

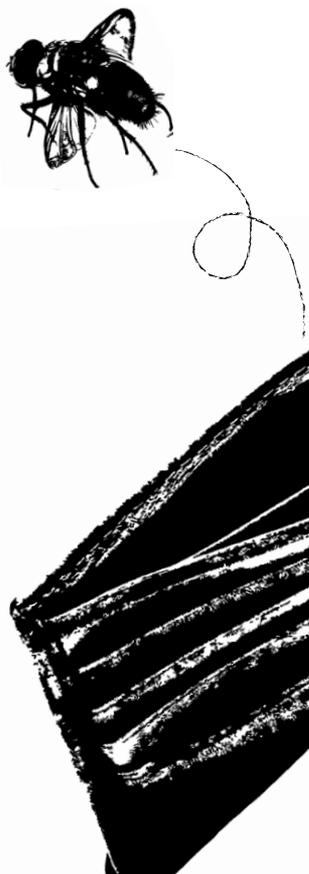
Mais des connaissances moindres ne sont pas forcément synonymes de mauvais comportement en matière

de finances. La capacité de planifier à long terme et de ne pas céder impulsivement aux sirènes de la consommation est aussi importante que les connaissances testées. Sur ce point, les chiffres parlent en faveur des femmes: les analyses de plusieurs banques ont démontré qu'elles obtenaient un meilleur rendement. Contrairement aux hommes, les femmes limitent leur choix à des produits simples et évitent les risques impondérables. D'autre part, comme le montre une étude de la Haute école de Lucerne, «les hommes s'endettent un peu plus que les femmes, et cela bien que de nombreuses études leur prêtent davantage de compétence financière».

Apprendre petit à petit

Pas question pour autant de se satisfaire d'une culture financière insuffisante. Les personnes qui n'apprennent pas à gérer leur propre argent se marginalisent rapidement. Vu les nombreuses possibilités de consommation et de crédit, il est important d'avoir une solide culture financière, en particulier pour les jeunes, de façon à éviter qu'ils se retrouvent criblés de dettes. Mais pour la plupart des jeunes Helvètes, l'argent ne semble pas être un problème. Ils en ont suffisamment. C'est en tout cas la conclusion à laquelle est parvenue la troisième étude sur la jeunesse de la Fondation Jacobs: 76 pour cent des jeunes interrogés n'ont jamais dû se priver de quoi que ce soit. Une étude menée par la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse indique aussi qu'en Suisse alémanique, la plupart se comportent de manière responsable avec leur argent. Seule une minorité de jeunes auraient des dettes pour plusieurs milliers de francs, sans perspective de remboursement à échéance. Ceux-ci proviennent majoritairement d'un milieu défavorisé et n'ont souvent pas de formation postscolaire. Toutefois, 30 pour cent des jeunes interrogés empruntent de petits montants à des amis et à leur famille. Et la plupart ne parlent pas d'argent avec leurs parents. A en croire les services suisses de conseils en désendettement privé, il s'agirait là d'un sujet qui demeure tabou. Rares sont ceux qui savent combien gagnent leurs parents, à quelle hauteur est hypothéqué leur logement ou si les vacances d'été nécessitent de faire des économies. Le pas vers l'autonomie financière est donc énorme pour les enfants qui quittent le nid familial.

Le «salaire-jeunesse», conçu dans les années septante déjà, cherche précisément à rendre cette transition moins brutale. Le principe en est simple: les jeunes reçoivent tôt (il est conseillé de commencer à l'âge de 12 ans) un montant fixe par mois, avec lequel ils doivent payer eux-



mêmes une grande partie de leurs frais. Ils acquièrent ainsi de l'expérience vis-à-vis de l'argent et apprennent à l'utiliser de façon autonome dans la vie quotidienne. Marianne Heller, qui chapeaute le programme de culture financière de Pro Juventute, met en avant la responsabilité parentale: «Tout comme un comportement sûr dans le trafic motorisé, l'usage de l'argent s'apprend progressivement.» La fondation s'engage pour la transmission de compétences financières aux enfants, pendant l'école maternelle et primaire.

Apprendre en jouant

Pour se familiariser avec l'argent, rien ne vaut le jeu, déclare Nina Hobi, pédagogue chez Three Coins. Membre d'Impact Hub, l'association a ses bureaux à Vienne et à Zurich. Elle a conçu le jeu d'aventure *Cure Runners*, pour les téléphones mobiles. Distingué à plusieurs reprises, il est ce que l'on appelle un jeu sérieux, visant à instruire tout en divertissant. Dans le monde post-apocalyptique de *Cure Runners*, tout tourne autour de l'élixir *Cure*, qui peut servir à acheter de la nourriture et des vêtements aussi bien qu'à assurer la survie. Les joueuses et joueurs apprennent à gérer leurs finances de manière ludique: elles et ils établissent un budget, atteignent des objectifs d'épargne, réfléchissent aux dépenses, fixent des priorités... Tel est le contenu éducatif du jeu, axé sur la pratique. Destiné aux ados dès 13 ans, il est également utilisable avec de jeunes adultes. En ce moment, l'association travaille en outre sur un projet pilote avec Imedias, le service de conseil pour les médias numériques dans l'école et l'enseignement de la Haute école pédagogique du nord-ouest de la Suisse, pour l'utilisation accompagnée du jeu dans l'enseignement secondaire.

L'association Three Coins emploie cet outil comme porte d'entrée dans ses ateliers de formation à la culture financière. Pour Nina Hobi et ses collègues, il est important que l'apprentissage soit fondé sur l'expérience et constitue un pont vers la vie. Leurs ateliers dépassent l'acquisition d'une culture financière purement cognitive et visent plutôt le renforcement de la confiance et de la maîtrise de soi ainsi que de la capacité à réfléchir, puis l'entraînement de comportements financiers sur cette base. L'approche de M^{me} Hobi repose entre autres sur la méta-étude *Wired for Imprudence* (2015). Selon celle-ci, les êtres humains ne sont – à bien des égards – pas faits pour agir de manière financièrement responsable, car les barrières psychologiques suivantes peuvent compliquer les rapports à l'argent:

- Face à trop d'informations, nous sommes rapidement submergé-e-s et devenons incapables de prendre la bonne décision.
- La plupart du temps, nous jugeons avec trop d'optimisme notre propre situation et nos compétences financières.
- Nous ne sommes pas toujours en mesure de maîtriser nos impulsions, en particulier sous l'influence de la fatigue, de la faim ou de tout autre stress.

Le mini-test financier

Dans le cadre de la plus vaste étude jamais menée sur la culture financière, 150 000 personnes ont été interrogées dans 148 pays. Le prestataire de services financiers McGraw Hill Financial (mhfi) et l'institut de sondage Gallup ont récolté les données, que des chercheuses et chercheurs de la Banque mondiale et de l'Université George Washington ont ensuite analysées. Le questionnaire porte sur des connaissances de base en matière de diversification des risques, d'inflation, d'intérêts et d'intérêts composés. Faites-le, vous aussi!

Question 1 Est-il plus sûr de placer son argent dans un seul investissement ou dans plusieurs investissements?
 A: Un seul B: Plusieurs

Question 2 Si les prix des biens que vous achetez doublent sur 10 ans et si vos revenus doublent aussi sur la même période, vous pourrez acheter:
 A: Moins B: Autant C: Plus

Question 3 Vous devez emprunter 100 francs. Quel est le plus petit montant à rembourser: 105 francs ou 100 francs + 3 pour cent?
 A: 105 francs B: 100 francs + 3 pour cent

Question 4 Vous placez votre argent pendant 2 ans, rémunéré 15 pour cent par an. Les revenus générés par ce taux d'intérêt seront:
 A: Plus élevés la deuxième année par rapport à la première
 B: Identiques pendant ces deux années

Question 5 Vous placez 100 francs dans un livret rémunéré 10 pour cent par an. Combien d'argent aurez-vous après 5 ans si vous n'en retirez pas?
 A: Plus de 150 francs B: 150 francs C: Moins de 150 francs

Vous trouverez les bonnes solutions en page 12.
 Source: www.mhfi.com/corporate-responsibility/global-financial-literacy-survey#keyfindings

- Patienter avant de satisfaire nos envies nous semble une vertu pénible à apprendre. Quand nous voulons quelque chose, nous le voulons souvent tout de suite.
- Les comportements inconscients – manger pour se reconforter ou dépenser afin de se récompenser – influent sur notre rapport à l'argent.
- Il en va de même pour les facteurs d'influence sociaux, par exemple la pression du groupe, les médias et la publicité.

Deux ingrédients sont donc nécessaires à une bonne culture financière: des connaissances et des schémas comportementaux bien entraînés. Savoir tenir un budget mensuel est une chose, mais en établir un soi-même et s'y tenir en est une tout autre.



aventron

L'ÉNERGIE ÉOLIENNE, SOLAIRE ET HYDRAULIQUE – INVESTISSEZ DANS L'AVENIR

Augmentation de capital en 2016
Prospectus et bon de souscription
sous medien@aventron.com

Nous sommes un producteur indépendant d'électricité verte et nous investissons dans des centrales d'énergies renouvelables en Suisse et dans certains pays d'Europe – investissez avec nous:

www.aventron.com

Déléguer des connaissances, c'est perdre des capacités

Plus la numérisation et la mise en réseau progressent, plus il devient facile de déléguer des activités, même cognitives, aux machines. Résultat: nos processus de travail changent, tout comme nos capacités physiques et mentales.

Texte: Eduard Käser

Nous distinguons, en gros et au quotidien, au moins trois types de connaissances: les connaissances du *comment*, du *quoi* et du *pourquoi*. Par la pratique, j'apprends à rouler à vélo, ce qui m'évite de me casser le nez. Je sais quelle est l'efficacité des freins: le mode d'emploi du vélo la décrit. Et avec quelques connaissances en physique, je vois à peu près pourquoi les conditions de la dynamique de conduite assurent l'équilibre. Le premier exemple relève d'une compétence physique, le deuxième d'une connaissance de faits ou de données, le troisième d'une connaissance des causes ou des raisons.

Un quatrième type de connaissances vient aujourd'hui s'y ajouter: celle du *où*. Son médium est l'internet, cette gigantesque mémoire externe qui ne cesse de croître, m'affranchissant d'un inutile travail de mémorisation. Grâce aux moteurs de recherche, il me suffit de savoir *où* trouver les informations requises: on appelle ça une «requête», une recherche de connaissances. L'interrogatrice ou interrogateur sait où obtenir au besoin ces connaissances. Voilà un état d'esprit typique de l'époque: pas besoin de savoir, j'ai Google, et Google «sait» pour moi.

Nous avons ici affaire à un phénomène plus global. A mesure que des machines (ou des algorithmes) sont capables d'exercer des activités cognitives, nous semblons d'autant plus disposé-e-s à les déléguer. Or, ce comportement inclut des pièges. Certes, un automatisme peut faciliter considérablement une tâche, mais il change la nature du travail ainsi que les attitudes, rôles et compétences de la personne concernée. En comptant sur le bon fonctionnement de la machine, nous nous permettons inattention et distraction. Nous nous déconnectons physiquement et mentalement du travail. Souvent, celle ou celui qui se trouve devant un moniteur ignore même quels processus elle ou il surveille.

Ce détachement physique et mental modifie aussi l'expertise humaine, ce mot étant pris dans un sens plus large: la racine latine du mot *expertus* signifie «qui a l'ex-

périence de», mais également «qui a essayé». L'expertise vient de l'accumulation de connaissances et de compétences autour d'un noyau personnel, c'est-à-dire exactement le contraire de l'externalisation des connaissances offerte par les nouvelles technologies. Il est en fait question de quelque chose de banal, qui menace de sombrer dans l'oubli: si l'on n'exerce pas une compétence, on la désapprend et elle s'atrophie. «Utilisez-la, sinon vous la perdrez!» Ainsi s'érode l'expertise humaine, car elle repose sur la pratique.

Retrouver la perception de son corps

Aujourd'hui, les jeunes apprennent à s'informer sur les choses avant d'apprendre à les utiliser. Ils s'occupent de données et dérivés abstraits et non d'objets. Pour beaucoup, mettre soi-même la main à la pâte est devenu exotique. Le travail post-industriel a besoin de mains pour appuyer sur des boutons et des touches, pour manipuler des téléphones mobiles et autres tablettes tactiles. C'est comme s'il nous filait entre les doigts. Il glisse dans l'irréalisme, pour ne pas dire dans le surréalisme.

Par «perte d'expertise», je n'entends pas une perte de connaissances en soi, mais celle d'un de leurs axes essentiels, toujours ancré dans notre corps, dans ses capacités. Et j'y vois l'une des tâches pédagogiques majeures parmi toutes les tentations de délégation que nous offrent aujourd'hui la technologie et son marché débridé: redécouvrir nos propres facultés physiques. Récemment, le neurobiologiste allemand Gerald Hüther a constaté qu'à l'ère numérique, certaines régions du cerveau risquaient l'atrophie, faute d'être utilisées. Cela est généralement vrai pour toutes nos capacités que l'exercice et la routine ont pour ainsi dire «placées» dans notre corps. Le sociologue français Pierre Bourdieu l'a résumé en une belle

Je n'ai pas besoin
de savoir. J'ai
Google, et Google
«sait» pour moi.

phrase: «Ce qui est appris par le corps n'est pas quelque chose que l'on a, comme un savoir que l'on peut tenir devant soi, mais quelque chose que l'on est.»

Nous devons mener le débat sur l'éducation dans cette perspective. La formation n'est pas le portefeuille de connaissances destiné au monde du travail, elle est un appel: deviens une *personne*! Celle-ci est nécessairement rattachée à un corps, support de connaissances vivantes.

Open source

Des machines pour tout le monde

Connaissances techniques en libre accès et processus de conception ascendants: après les logiciels, le matériel révèle ses secrets, grâce au mouvement du code source libre (open source). Ce dernier encourage une production respectueuse des personnes et de l'environnement.

Texte: Niels Boeing

Sans cacher leur curiosité, les passantes et passants s'approchent du double conteneur bleu posé dans un parc, tout près du port de Hambourg. Elles et ils ne cachent pas non plus leur surprise: à l'intérieur, des gens font des soudures. Avec de la concentration et des pincettes, elles et ils placent de petits composants électroniques sur des cartes vertes, puis empoignent un fer à souder et fixent une prise ou un écran, pour assembler de leurs propres mains des téléphones mobiles. Face au chantier naval de Blohm + Voss, où différents bruits témoignent de la remise à neuf de navires, un atelier temporaire de haute technologie a pris ses quartiers. On y construit le téléphone DIY (pour *do it yourself*), conçu par l'informaticien David Mellis à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Les instructions de montage, la liste du matériel et le système d'exploitation sont disponibles sur la Toile.

L'invention de M. Mellis est l'un des plus récents exemples d'une tendance née voilà trente ans avec le logiciel. Depuis longtemps, elle s'est aussi étendue au matériel. Les codes

de programmes et la conception de machines sont désormais accessibles au public. Chacune et chacun peut les utiliser, les modifier et les développer, sans redevance de licence. A l'origine, le logiciel libre était surtout un projet politique érigé contre la brevetabilité naissante des logiciels, dans les années 1980. Avec le système d'exploitation informatique complet GNU/Linux et le très répandu programme de serveur web Apache comme vaisseaux amiraux, les logiciels libres avaient la réputation de n'être utilisables que par des *geeks*, au début des années 2000.

Or, ils sont devenus une infrastructure numérique développée collectivement et utilisée aujourd'hui par des centaines de millions de personnes. Ils incluent entre autres des programmes pour les blogs, des médias, des wikis, du cryptage...

Vers une «production libre» durable

C'est aussi au tournant du millénaire que pirates et ingénieur-e-s ont commencé à creuser l'idée de permettre la construction libre de machines. Les premières réussites

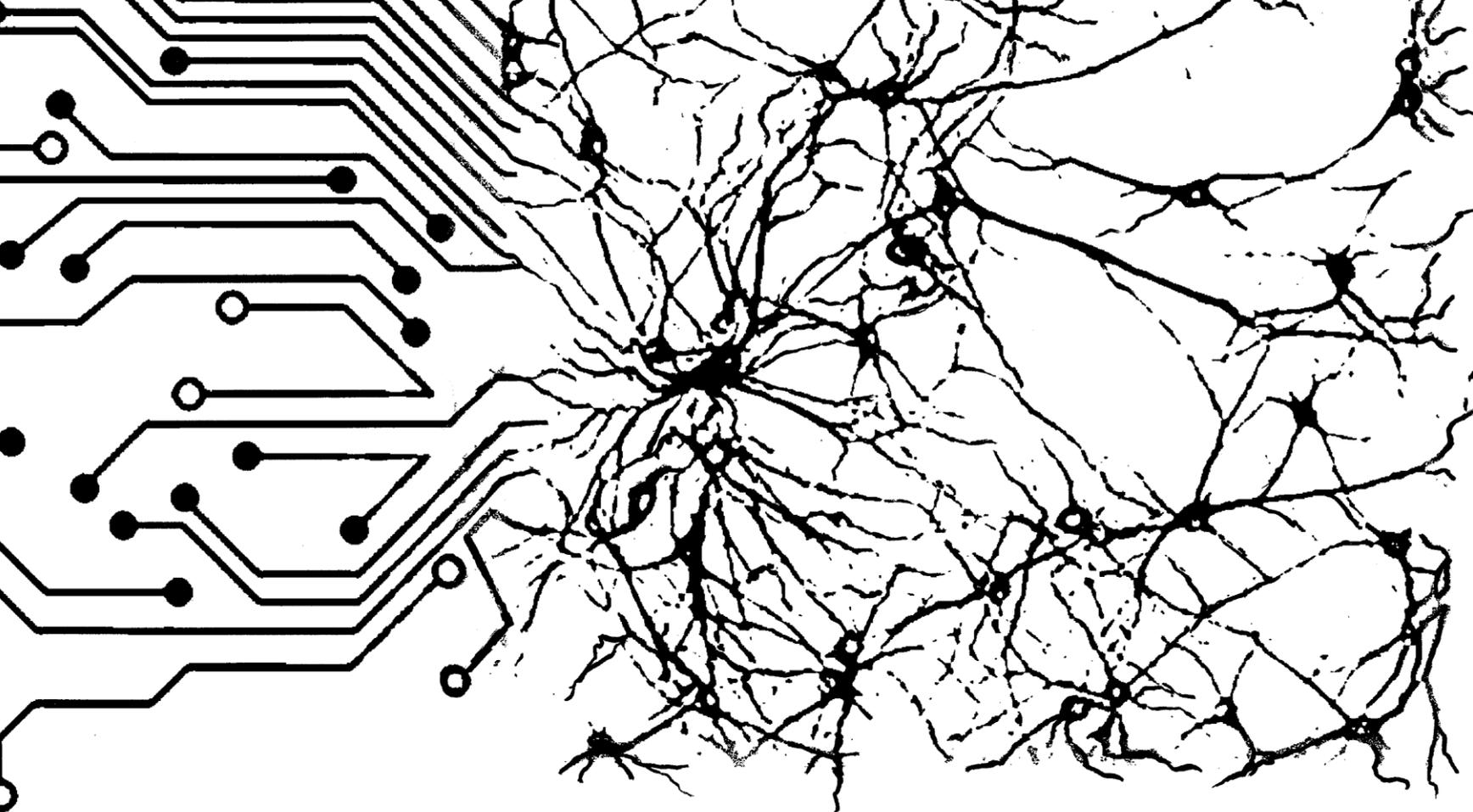
du nouveau mouvement du matériel libre furent l'imprimante autorépliquante 3D du projet RepRap de l'Université de Bath, en Angleterre, et le contrôleur Arduino développé au nord de l'Italie, plateforme de commande pour toutes sortes d'appareils. Logiciels et matériel libres sont maintenant deux piliers de ce que l'on appelle déjà la «production libre», et ils continuent à jouer un rôle toujours plus important dans le débat sur l'émergence d'une production durable.

Voilà qui peut surprendre. Tout type de production n'implique-t-il pas de consommer, voire de gaspiller des ressources? Qu'en est-il du bilan CO₂ des imprimantes 3D, qui utilisent elles aussi des matières plastiques issues du pétrole? La durabilité n'a pas toujours été perçue en premier lieu sous l'angle écologique. Alors que le rapport Brundtland de l'ONU mettait ce principe à l'agenda politique en 1987, ce n'est que cinq ans plus tard, à la Conférence de Rio, que le développement durable est devenu social et économique.

Michel Bauwens, créateur de la fondation P2P, pense que cela est possible avec une production d'outils ouverts, librement accessibles. Comme le processus de conception vient d'en bas, comme il résulte des problèmes et besoins de nombreuses personnes, et comme il ne découle pas de la nécessité de lancer un nouveau produit sur le marché, il peut aboutir à «une conception optimale, in-

Annonce





trinsèquement durable». Créée en 2005, la fondation P2P est une organisation sans but lucratif qui se consacre à la promotion de technologies ouvertes et décentralisées. Rien d'étonnant donc à ce qu'elle ait publié l'une des premières descriptions de la monnaie numérique Bitcoin.

Non à la surenchère des fonctions

Le téléphone DIY suit le même objectif. Le construire, c'est apprendre comment fonctionne un téléphone, mais aussi d'où viennent les matières premières qui entrent dans sa composition. Avec le projet de Hambourg, par exemple, les condensateurs utilisés ne contiennent pas de tantale extrait là où sévit la guerre civile au Congo, mais d'une zone dite «sans conflit» (dans le cadre du projet Solutions pour l'espoir de Motorola et du fa-

bricant de composants électroniques AVX). Après avoir réalisé des soudures de ses propres mains, on perçoit différemment les conditions de travail dans les usines asiatiques. Avec ses fonctions réduites à l'essentiel, le téléphone DIY incarne en même temps un rejet de la surenchère de ces fonctions vendues aux consommatrices et consommateurs comme le *nec plus ultra*, mais dont le cycle de vie est court.

La durabilité sociale entre également en jeu dans le processus de travail. La production de logiciels et matériel libres est un travail d'équipe, souvent accompli dans des ateliers d'un genre nouveau, comme les *fab labs* (pour «laboratoires de fabrication»), les *hackerspaces* ou encore les *makerspaces*, des centres favorisant le partage et la transmission de connaissances par des pairs ainsi que

la pratique dans un cadre social. «L'atelier est, depuis l'Antiquité, un modèle de coopération durable», écrit le sociologue étasunien Richard Sennett dans son livre *Ensemble: pour une éthique de la coopération*. «L'atelier propageait une certaine idée de la justice: les choses que fabriquaient les gens ne sauraient être saisies arbitrairement (...).» La production de masse de l'ère industrielle a découpé notre propre travail de ses résultats ainsi que les productrices et producteurs des utilisatrices et utilisateurs. Une production ouverte pourrait précisément rétablir ces relations.

Une arche de Noé des machines

Il y a longtemps que l'idée de la production ouverte a dépassé le monde de l'électronique. Elle s'étend aux vélos-cargos, aux machines à vapeur, aux bétonnières et même

Annonce



Donner au monde l'énergie d'être durable

LE SOLAIRE CLÉ EN MAIN

PROFITEZ DE: - 25% Subvention fédérale
- 25% Défisicalisation

Devis gratuit sur
www.solstis.ch


solstis

aux bulldozers, conçus comme alternatives aux marchandises des fabricants établis. Le projet Open Source Ecologie de l'Etasunien Marcin Jakubowski est particulièrement ambitieux. Il consiste en un «kit de construction du village global» (*Global Village Construction Set, GVCS*) de cinquante machines librement reproductibles. Celles-ci représentent le

La production de masse doit affronter la concurrence des gens qui n'entendent pas s'en laisser imposer par la technique.

noyau technique d'un avenir durable, au-delà de la production de haute technologie de masse actuelle. Il s'agit en quelque sorte d'une arche de Noé des machines nécessaires pour nous assurer un certain confort.

Le projet est né d'une crise existentielle. «A 30 ans, mon doctorat en physique nucléaire en poche, j'ai compris que j'étais inutile, car je n'avais aucune compétence pratique», explique M. Jakubowski. Il se fit alors agriculteur dans le Midwest des Etats-Unis et acheta un tracteur. Celui-ci ne cessa de tomber en panne, jusqu'à ce que son propriétaire n'ait plus les moyens d'en acquérir les coûteuses pièces de rechange. Il commença donc à reconstruire un tracteur avec des restes et des pièces bon marché. Baptisé LifeTrac, son engin devint le point de départ du GVCS et, depuis lors, M. Jakubowski a motivé des centaines de personnes à y contribuer.

Tout cela n'effacera pas la production de masse. Mais elle doit affronter la concurrence des gens qui n'entendent pas s'en laisser imposer par la technique et remettent de plus en plus en question la durabilité des produits de masse. et remettent en question la durabilité des produits de masse. Des observatrices et observateurs de l'industrie pensent que ce mouvement ira en s'amplifiant. Eric von Hippel, chercheur en gestion de l'innovation, prédit ainsi que «d'une façon générale, la conception industrielle passera des producteurs aux communautés». Celles-ci partageront leurs outils et créeront alors ce qu'Ernst Friedrich Schumacher appelait la «technologie de la production par les masses» dans son livre visionnaire *Small is beautiful – une société à la mesure de l'homme* (1973). D'après lui, elle «conduit à une décentralisation qui est compatible avec les lois de l'écologie (...) et doit servir l'être humain au lieu de le rendre esclave des machines».

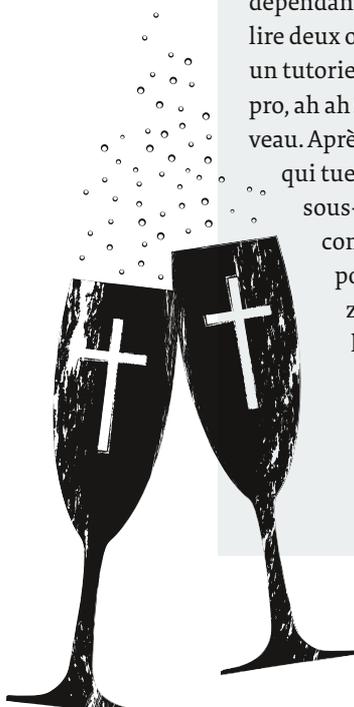
Satisfait ou remboursé!

Jürg Odermatt

Je ne savais pas trop où regarder. Sa barbe soigneusement négligée me distrayait, tout comme le fouillis de tatouages qui s'étalait nonchalamment sur ses avant-bras : formes cristallines de toutes sortes, contours fins, presque pas de couleur. «La flexibilité est d'une importance capitale.» Ces mots du responsable des ressources humaines me firent l'effet d'un pétard qu'on aurait allumé près de mon oreille. La flamme courant sur la mèche émettait un son étouffé, comme dans du coton. «Peut-être quelque chose avec les gens, vous savez vous y prendre avec les gens.» Le pétard annonçait mon licenciement. BOUM!!! Quelque chose avec les gens. Dans une légère brume, je me vis les tempes grisonnantes, des lunettes de lecture à la main, installé à mon bureau. Calme, confiant, empathique, sympathique. Oui, bien sûr! En devenant consultant, accompagnateur et expert, j'allais pouvoir transmettre toute mes connaissances et mon incommensurable expérience de la vie.

Pas si mal. Adieu, poussiéreuse édition! Bye-bye, fichiers Word, brouillons et stress du bouclage devant des écrans! Ciao, ancienne vie! Quand le hamster sort de sa roue, il doit être capable de saisir sa chance. Tandis que Monsieur Tatouage-de-cristal continuait son blabla, ses explications ne me parvenaient que par bribes : restructuration... lutte impitoyable pour la survie... réalignement stratégique... reprise de parts de marché... processus plus efficaces... dynamisation des informations... Je souris et m'en allai.

Dans mon bistrot habituel sur le chemin de la maison, je commandai du champagne. Ils n'avaient que du prosecco. J'entrepris d'esquisser un modèle d'affaires sur des serviettes en papier. Consultant indépendant! Mais en quoi? Peu importe, il suffit de lire deux ou trois articles sur Wikipedia et de regarder un tutoriel sur Youtube pour causer comme un pro, ah ah! Les bulles passèrent du verre à mon cerveau. Après un bref remue-méninges, je tenais l'idée qui tue. Je rentrai chez moi et, dans l'atelier du sous-sol, bricolai avec deux vieilles planches de contreplaqué un dispositif avec lequel je pourrais jouer l'homme-sandwich dans la zone piétonne de la ville. A l'avant et à l'arrière de l'espace publicitaire, de ma plus belle écriture, j'inscrivis mon idée : «Mourir en beauté: tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sujet. Un expert vous accompagne. Satisfait ou remboursé!»



Les têtes bien remplies

vivent plus longtemps

Selon le Rapport social statistique suisse, l'espérance de vie d'une personne trentenaire et diplômée dépasse de 4,6 ans celle d'une travailleuse ou d'un travailleur non qualifié-e. L'éducation donne accès à la connaissance, laquelle évite accidents, maladies et mort prématurée. Texte: Anna Sax

Sur différents sites web, on peut remplir un questionnaire pour évaluer son espérance de vie. Les questions portent sur les facteurs héréditaires, les comportements en matière de santé, la formation, le revenu et les contacts sociaux. Aujourd'hui, une femme aisée, mariée et dans la cinquantaine, qui travaille, fait du sport et n'a pas de risque héréditaire peut facilement devenir centenaire. Le questionnaire électronique met en évidence le lien entre la situation sociale et l'espérance de vie statistique: une femme divorcée, n'ayant suivi que la scolarité obligatoire et gagnant moins de 48 000 francs par an voit son espérance de vie statistique diminuer de neuf ans. Si, en plus, elle fume, prend quelques kilos et boit plus de deux ou trois verres par jour, le programme lui retranchera encore des années de vie.

Ces tests fournissent des valeurs statistiques de probabilité et ne s'appliquent bien sûr pas à des cas individuels. Mais ils sont intéressants du point de vue de la santé publique et des calculs actuariels. Ils illustrent ce que de nombreuses études révèlent depuis des années: une personne instruite et financièrement aisée dispose aussi de meilleures cartes en matière de santé. Les universitaires ont généralement un revenu plus élevé que les autres, ce qui leur assure une vie plus confortable et la possibilité de veiller à leur santé. Elles et ils fument moins, mangent plus sainement, font davantage d'exercice, souffrent moins de surpoids, sont socialement mieux intégré-e-s, en meilleure forme et se sentent plus heureux-ses. Du coup, elles et ils vivent plus longtemps. Actuellement, un corps athlétique est presque la norme pour les femmes et les hommes visant la réussite professionnelle. L'enquête Sport Suisse 2014 montre en plus que parmi les Helvètes qui n'ont pas suivi de formation

après la scolarité obligatoire, la moitié ne font pas de sport, tandis que trois personnes diplômées sur cinq pratiquent une activité sportive au moins une fois par semaine.

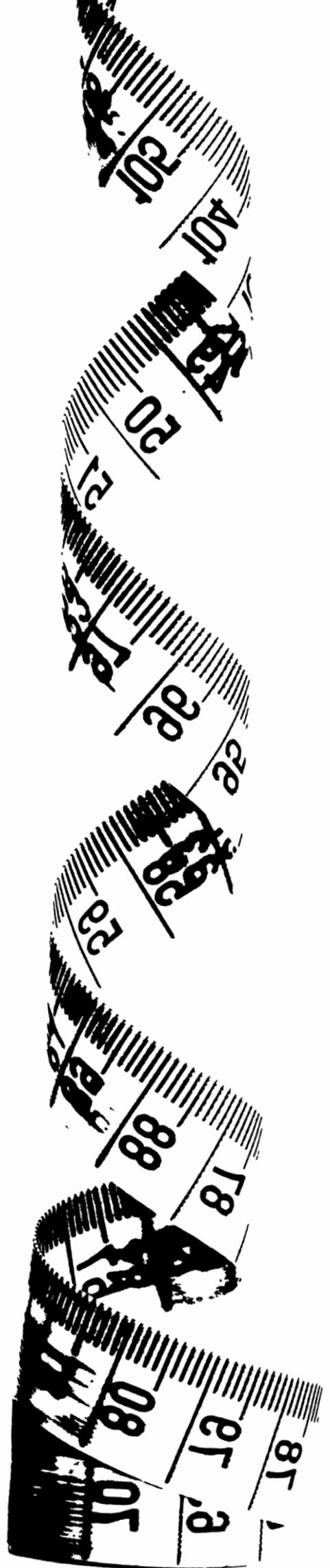
L'influence des conditions de vie sociale sur la santé dépasse largement celle de la médecine. Sur le plan économique, il est donc plus efficace d'investir dans la formation, la sécurité sociale et les connaissances en matière de santé que de lancer des technologies médicales et des médicaments toujours plus onéreux. Une affirmation confirmée par le Rapport 2015 sur la santé, qui traite des causes de maladies non transmissibles et de la lutte contre celles-ci. De telles conclusions n'ont pourtant presque aucune répercussion politique ou sur le marché de la santé, personne ne souhaitant investir dans quelque chose qui finirait par diminuer les revenus des hôpitaux, du corps médical et de l'industrie de la santé. Certes, la Confédération et les cantons sont en train de développer une stratégie de lutte contre les maladies non transmissibles qui reconnaît la nécessité d'améliorer la situation dans les couches moins privilégiées de la population... sans qu'il en coûte un franc de plus aux contribuables.

Le fait est que même les personnes aisées ne peuvent éviter de vieillir et de mourir. La peur de la déchéance physique et mentale est très présente dans la génération du *baby-boom*. Elle ouvre de belles perspectives commerciales pour toutes les prestations destinées à ce groupe cible: programmes de remise en forme pour le corps et l'esprit, traitements antirides, offres de bien-être, aliments fonctionnels, investissements dans des fonds de santé, etc. La publicité montre de plus en plus de «vieux» en pleine forme, qui sont sûrement – on s'en doute – des actrices et acteurs plus jeunes aux cheveux teints en gris. En revanche, l'instauration de l'égalité des chances n'est pas un modèle commercial, et il n'y a pas de marché pour la transmission de compétences en matière de santé.

Etudes suisses sur le sport:
www.baspo.admin.ch/internet/baspo/fr/home/dokumentation.html

Rapport national sur la santé 2015:
www.obsan.admin.ch/fr/publications/la-sante-en-suisse-le-point-sur-les-maladies-chroniques

Stratégie de prévention des maladies non transmissibles: www.bag.admin.ch/mnt



Des phytocliniques

contre les mauvaises récoltes

La connaissance est essentielle à la survie. Cela est particulièrement vrai pour les petites agricultrices et les petits agriculteurs qui ne peuvent pas compter sur leurs réserves en cas de mauvaise récolte. Grâce au programme mondial Plantwise, 1800 cliniques phytosanitaires dispensent leurs conseils dans 34 pays. Texte: Mirella Wepf

Il y a quelques années encore, il pouvait se passer des semaines, voire des mois jusqu'à ce que cet agriculteur du district de Nuwara Eliya, au Sri Lanka, sache quel insecte avait attaqué sa plantation de bananiers. Trop longtemps pour sauver la récolte. Mais cette fois, il a eu de la chance, car il a pu préserver ses arbres en s'adressant à une clinique phytosanitaire.

Au Sri Lanka, 168 phytocliniques ont vu le jour depuis 2013, à l'initiative du programme Plantwise. Elles consistent généralement en un simple stand de conseil, où des spécialistes en agriculture – appelés «docteurs des plantes» – aident la population locale sur les questions liées à l'agriculture. Selon le pays et la densité démographique, ces discussions ont lieu une fois par semaine ou une fois par mois.

Dans le cas de notre agriculteur sri-lankais, le conseiller présent ne connaissait pas la nature de la menace. Mais comme il travaillait dans le cadre d'un projet pilote et était l'un des premiers docteurs des plantes munis d'une tablette, il a pris une photo et l'a envoyée en Angleterre, au siège de l'organisation CABI (Centre for Agriculture and Bioscience International), initiatrice de Plantwise. CABI emploie cinq cents personnes dans le monde et exploite douze centres. L'un d'eux se trouve depuis plus de cinquante ans à Delémont, dans le canton du Jura.

Il a suffi de quelques heures pour identifier l'ennemi: l'hespérie du bananier (*Erionota torus*), sorte de papillon dont la chenille peut fortement endommager ces arbres. Ce nuisible était inconnu jusqu'alors au Sri Lanka. Il est possible de le combattre biologiquement, comme sur l'île Maurice ou à Taïwan. On a ainsi conseillé à l'agriculteur d'enlever et de brûler les feuilles infectées, facilement reconnaissables à leurs bords roulés, afin d'éviter que l'insecte se propage. D'autres pays se servent de ce que l'on appelle des parasitoïdes, ennemis naturels des ravageurs. Toutefois, leur utilisation demande des examens approfondis: «La décision d'introduire de tels organismes dans un pays relève en tous les cas des autorités nationales. Il faut des années de recherche pour s'assurer que la mesure ne nuira pas à la flore et à la faune locales», explique

Un nuisible jusqu'alors inconnu dans la région peut être identifié avec l'aide du réseau Plantwise et combattu par des moyens appropriés.



Photos: ©CABI

Ulrich Kuhlmann, directeur des opérations mondiales chez CABI. L'organisation dispose de ses propres laboratoires pour mener de telles études et, dans le monde entier, elle est à la pointe en matière de lutte biologique.

Les docteurs des plantes ne vendent ni pesticide ni engrais, car cela pourrait aboutir à des conflits d'intérêts. Après le diagnostic et une recommandation par oral, elles et ils remettent une ordonnance aux agricultrices et agriculteurs venu-e-s se faire conseiller. Au Sri Lanka et dans d'autres pays, on enverra bientôt ces ordonnances par SMS. Cela permettra aux destinataires de partager facilement les conseils avec des collègues.

Transfert de connaissances tous azimuts

«Plantwise s'apprête à faire un immense bond en avant, comme le montre l'exemple du Sri Lanka», affirme M. Kuhlmann. Voilà un peu plus de dix ans que CABI a ouvert les premiers centres de conseils pour petit-e-s exploitant-e-s en Bolivie et en Ouganda. Des expériences très positives: «Cela nous a encouragés à lancer un programme mondial en 2011.»

Grâce au soutien de huit grands donateurs, dont la Suisse, avec sa Direction du développement et de la coopération (DDC), près de 1800 phytocliniques ont vu le jour dans 34 pays. Deux autres s'y ajouteront en 2016. «Jusqu'à présent, nous avons formé environ 5000 docteurs des plantes, et la base de connaissances accessible en ligne, pièce maîtresse de Plantwise, contient plus de 10 000 entrées sur des maladies et parasites ou sur des engrais et pesticides», précise M. Kuhlmann.

Si l'essentiel de ces informations proviennent de CABI, des instituts scientifiques et des ministères de l'agriculture alimentent aussi la base de données dans les pays où Plantwise est implanté. Partout, le programme collabore très étroitement avec les autorités nationales, et les médecins des plantes sont généralement financés par l'Etat.

La base de données est gratuite pour toutes et tous. Elle n'est pas seulement un livre de référence, puisqu'elle garde également une trace de l'activité des docteurs des plantes. Elles et ils doivent fournir un rapport sur chaque cas – jusqu'alors le plus souvent sur papier –, que l'on

Elles n'ont que le minimum vital, mais elles nourrissent le monde

La FAO dénombre quelque 500 millions de petites exploitations agricoles dans les pays du Sud, dont 85 pour cent d'une taille inférieure à deux hectares. Elles sont 200 millions en Chine. Elles totalisent 10 pour cent des terres arables disponibles sur la planète, mais produisent 20 pour cent de l'alimentation mondiale. Voilà l'indice le plus important selon lequel les grandes exploitations agricoles ne sont pas les seules capables d'atteindre un rendement élevé.

D'après un rapport du Comité des Nations unies de la sécurité alimentaire mondiale (6^e rapport HLPE, juin 2013), apporter un soutien ciblé à des petites agricultrices et petits agriculteurs est un facteur clé pour lutter contre la faim dans le monde. On estime qu'actuellement, les petites exploitations perdent chaque année 30 à 40 pour cent de leurs récoltes à cause de parasites et de maladies. Beaucoup de cultivatrices et cultivateurs n'ont pas suivi de formation en agriculture et n'ont quasiment aucun accès aux services de conseils ni aux moyens de production.

Grâce à la base de connaissances accessible en ligne, qui contient plus de 10 000 entrées sur les maladies et les parasites, les engrais et les pesticides...



introduit ensuite dans la base de données. Cela a par exemple permis de constater rapidement la propagation de la teigne de la tomate (*Tuta absoluta*) en Afrique orientale. M. Kuhlmann ajoute que l'on peut aussi vérifier de cette façon la qualité des conseils individuels.

Et le directeur de poursuivre: «La vitesse à laquelle Plantwise a pu s'établir à l'échelle mondiale est incroyable!» A ce jour, Plantwise a pu atteindre environ 4,5 millions d'agricultrices et agriculteurs dans le monde. La base de données y a contribué de manière décisive. Et le rythme de ces échanges de connaissances va encore augmenter grâce aux tablettes. «Nous espérons atteindre un total de 30 millions d'exploitant-e-s d'ici fin 2020.»

Plantwise et les femmes

Les responsables de Plantwise se sont donné deux objectifs stratégiques principaux pour 2016: d'une part, équiper de tablettes les docteurs des plantes de sept pays supplémentaires. Jusqu'à présent, seul-e-s les conseillères et conseillers au Sri Lanka, en Inde, au Kenya et au Rwanda en disposaient. D'autre part, Plantwise veut renforcer la participation des femmes à son programme.

Selon la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, environ 40 pour cent des personnes travaillant dans l'agriculture sont des femmes, et cette tendance est à la hausse. Elles produisent 60 à 80 pour cent de la nourriture, mais détiennent moins de 2 pour cent des terres. On part du principe qu'elles pourraient augmenter leurs rendements de 20 à 30 pour cent si elles étaient sur pied d'égalité avec les hommes, c'est-à-dire si elles pouvaient bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation, posséder leurs propres terres, conclure des contrats d'achat ou ouvrir des comptes bancaires. Une telle augmentation de la production pourrait faire baisser de 12 à 17 pour cent le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde.

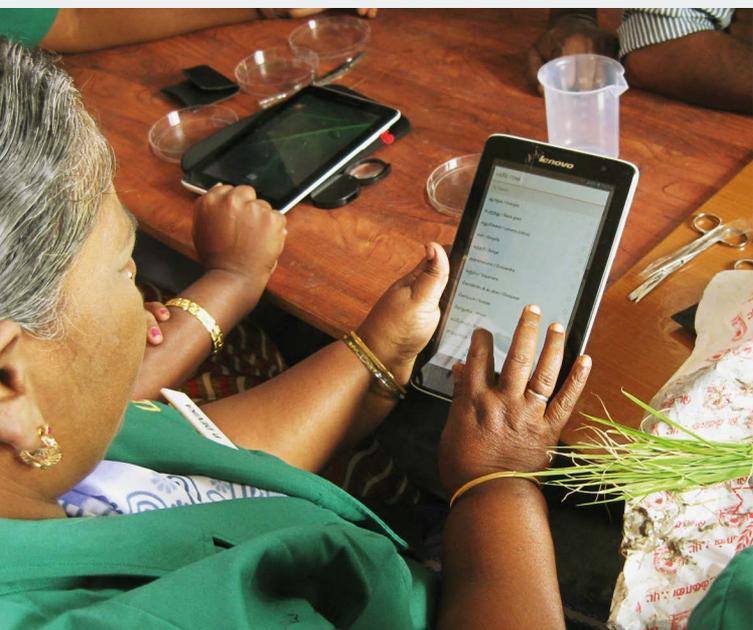
Egales en droits, les femmes pourraient augmenter leurs rendements de 20 à 30 pour cent.

Depuis ses débuts, Plantwise suit une stratégie de genre pour combattre la discrimination des femmes. Elle comprend, entre autres, une analyse par sexe des données issues des consultations dispensées dans les phytocliniques ou la volonté de former aussi des femmes au métier de doctresses des plantes. Cela fonctionne plus ou moins bien selon le pays et la culture. Au Sri Lanka, les femmes représentent 25 pour cent de l'effectif, et elles sont même près de 100 pour cent au Myanmar, où l'agriculture est un domaine traditionnellement féminin. En revanche, dans des pays comme l'Afghanistan ou le Pakistan, il n'y a pratiquement pas de conseillères. Dans l'ensemble, environ un quart des docteurs des plantes sont actuellement des femmes.

Comme le souligne M. Kuhlmann, «bien que cela puisse sembler peu, c'est pourtant largement au-dessus du pourcentage des femmes dans le domaine des conseils au secteur agricole, dans le monde entier. La FAO évalue cette part à seulement 15 pour cent environ.»

www.plantwise.org

... il est possible de prendre rapidement les mesures qui s'imposent.



Les études universitaires au cas par cas

Les réfugié-e-s qui peuvent entreprendre des études sont encore rares en Suisse. Souvent, elles et ils ne possèdent pas les documents nécessaires. Et la plupart du temps, l'autorisation est examinée à titre individuel.

Texte: Julia Konstantinidis, bureau de presse Kohlenberg

Les besoins en matière de formation académique semblent importants chez les réfugié-e-s en Suisse. Cela expliquerait en tout cas le grand intérêt que suscite l'Amphithéâtre ouvert de l'Université de Bâle. Ce projet d'études en phase pilote facilite la participation de migrant-e-s au programme d'auditrices et auditeurs libres de l'uni, lequel propose quelque cinq cents cours en allemand, français et anglais. «Trois jours après avoir annoncé le projet, en décembre 2015, nous avons reçu cent demandes», précise Matthias Geering, porte-parole de l'institution. La procédure a vu aboutir la candidature de vingt et une personnes, sur la base de leurs aptitudes particulières et de leur expérience universitaire. M. Geering ajoute que des demandes sont déjà parvenues plusieurs mois à l'avance pour le semestre à venir. La décision d'intégrer ou non à long terme l'offre dans le programme académique tombera cet été.

Priorité à la langue et à l'intégration

Outre les initiatives prises par chaque université, la question des études supérieures ne s'est posée jusqu'à présent que de façon marginale en Suisse. «Les parcours des réfugiées et réfugiés avec lesquels nous travaillons sont très variés», explique Marianne Hochuli, responsable du secteur études chez Caritas Suisse. «Certaines et certains ont déjà étudié, ce qui met les questions de reconnaissance au premier plan, alors que d'autres ne remplissent pas les conditions nécessaires pour des études.» Caritas propose entre autres des cours de formation pour les migrant-e-s, en mettant l'accent sur l'apprentissage d'une langue nationale et l'insertion professionnelle. Pour Dorothee Guggisberg, secrétaire générale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale, cette pondération est logique: «Il faut encourager l'accès au marché du travail, afin que les réfugiées et réfugiés puissent, aussi rapidement que possible, vivre de façon autonome et sortir de l'aide sociale.» Mais M^{me} Guggisberg a conscience que les réfugié-e-s bien formé-e-s devraient aussi voir leurs compétences encouragées et leur intégration facilitée. D'autant plus que ce groupe, pour l'instant relativement restreint, pourrait s'élargir assez vite.

Examen au cas par cas

Les universités suisses veulent être en mesure de répondre à l'augmentation des demandes d'immatriculation de migrant-e-s pour une place d'études. Par conséquent, la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses (swissuniversities) a décidé, l'automne dernier, de revoir les procédures d'admission pour les personnes auxquelles il manque des documents. Les hautes écoles examinent pour l'instant ces demandes au cas par cas. D'après des informations du service de presse de l'Université de Berne, celle-ci n'aurait actuellement que



Pour l'éducation et contre le racisme – une manifestation de l'Ecole autonome de Zurich sur la place du Sechseläuten.

quelques dossiers de candidature de réfugié-e-s à traiter. A l'Université de Bâle également, les dossiers incomplets font l'objet d'une décision au cas par cas.

Une procédure d'admission simplifiée n'a été appliquée qu'en de très rares circonstances, selon le porte-parole Matthias Geering. Il ne connaît pas le nombre exact de réfugié-e-s qui étudient à l'Université de Bâle: «Les universités ne se préoccupent pas du statut de séjour des candidates et candidats à l'admission. Cette tâche incombe aux offices des migrations. Seuls deux ou trois cas sont portés à notre connaissance chaque semestre.» Pour Martina Weiss, secrétaire générale de swissuniversities, en plus des hautes écoles, ce sont aussi les autorités qui doivent s'adapter. Elles devraient introduire des mesures adéquates, par exemple s'enquérir du cursus des personnes concernées et ajuster en conséquence leur statut migratoire. «Il convient en outre de garantir les études dans la pratique, notamment en matière de financement ou d'accès à la haute école.»

Le flux d'immigration n'est pas près de se tarir, pas plus que la soif d'apprendre des migrant-e-s. Grâce à des mesures appropriées, elles et ils pourront développer pleinement leur potentiel dans notre pays. L'enrichissement des connaissances est dans l'intérêt de la Suisse.

LES PAGES DE LA BAS

HAUSSE DES FRAIS, BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT

Les banques ajustent régulièrement leurs taux d'intérêt et leurs conditions. La Banque Alternative Suisse aussi. Elle doit équilibrer un certain nombre de facteurs afin que les comptes soient bons pour la clientèle comme pour elle.

Texte: Simon Rindlisbacher

Quand la Banque Alternative Suisse (BAS) a annoncé qu'elle allait appliquer un taux d'intérêt négatif sur le compte 7sur7 dès le premier franc, l'écho médiatique a été retentissant. Si elle avait voulu susciter la même attention au moyen d'une campagne d'annonces et de spots publicitaires, cela lui aurait coûté un quart de million de francs. La BAS n'a pas été surprise que cette décision provoque des réactions, mais leur ampleur, en particulier celle de la couverture médiatique, l'a étonnée. L'ajustement des taux d'intérêt et des frais prélevés sur les comptes fait partie de l'activité bancaire. Ces dernières années, il a surtout été question de baisser les premiers et d'augmenter les seconds. Pourquoi en est-il ainsi? Et comment la BAS détermine-t-elle exactement le montant des intérêts et des frais?

Les opérations d'intérêts rapportent le plus Certes, la BAS ne vise pas le profit, mais elle n'est pas non plus une organisation sans but lucratif. Elle propose des services et doit couvrir, par des revenus, toutes les charges qui en découlent. En tant que banque active dans l'économie réelle, la BAS gagne de l'argent essentiellement avec ce que l'on appelle les opérations sur marges d'intérêt. La clientèle lui confie des fonds et elle les prête sous la forme de crédits, moyennant le paiement d'un intérêt. Les épargnant-e-s reçoivent une partie du produit de l'intérêt et la Banque garde le reste, qui représente 80 pour cent de ses revenus annuels. Cela lui permet de payer les salaires du personnel, d'acquiescer les licences de logiciels, de faire de la publicité, de régler les loyers, de couvrir ses risques et de réaliser si tout va bien un bénéfice raisonnable.

Intérêt matériel et intérêt idéal

La marge d'intérêt est donc centrale pour la BAS, puisqu'elle doit lui permettre de gagner assez d'argent. Autrement dit, entre ce que la banque encaisse avec les intérêts débiteurs et ce qu'elle reverse aux épargnant-e-s à titre d'intérêt créditeur, la différence doit toujours atteindre un seuil approprié. La BAS fixe le taux d'intérêt de ses comptes en se basant sur le taux des prêts qu'elle octroie. Si elle doit réduire ces derniers pour rester compétitive dans le domaine des crédits, il lui faut diminuer aussi l'intérêt sur les comptes – parfois en dessous de zéro, comme c'est actuellement le cas pour le compte 7sur7. La BAS prend le parti de ne pas offrir les meilleures conditions par rapport aux autres banques. Après tout, outre l'intérêt matériel, elle en propose un plus abstrait: confier son argent à la BAS, c'est savoir qu'il servira à financer des projets et entreprises apportant une valeur ajoutée sociale ou écologique.

Les «plus» du placement à long terme

Quel que soit leur niveau général, les taux d'intérêt sont échelonnés dans toute la gamme des possibilités de placement. La règle suivante s'applique: plus l'argent reste longtemps à disposition de la Banque, plus le taux d'intérêt est élevé. Avec le compte 7sur7, la clientèle peut retirer son avoir en tout temps. Voilà pourquoi le taux d'intérêt sur ce type de compte est le plus bas, actuellement même inférieur à zéro. Sur le compte d'épargne, par exemple, il faut annoncer les retraits supérieurs à 20 000 francs trois mois à l'avance. Leur taux est momentanément à zéro. En souscrivant une obligation, on ne récupère son argent qu'après quelques années, ce qui est un «plus» pour la BAS. L'argent placé à long terme lui permet d'accorder des prêts à longue échéance, bien plus attractifs que ceux à court terme pour les preneuses et preneurs de crédit. La Banque a alors davantage de facilité à prêter des fonds à des projets ou entreprises porteurs de sens, dans des domaines où l'on œuvre pour le bien de la société et de l'environnement. Cet

avantage bénéficiera du meilleur taux d'intérêt. Par ce système, la BAS veut encourager sa clientèle à placer le plus longtemps et efficacement possible l'argent dont elle n'a pas besoin au quotidien.

Des coûts basés sur le principe de causalité

Les opérations sur marge d'intérêt sont la principale source de revenus de la BAS: celle-ci couvre une grande partie des coûts à sa charge, mais pas tous. Voilà pourquoi la Banque prélève des frais pour ses comptes et les services associés: ordres de paiement sur papier, paiements à l'étranger ou carte Maestro. Tous ces services coûtent de l'argent, en particulier les salaires du personnel et l'infrastructure informatique. Les frais sont calculés de manière à couvrir une partie des coûts. Ils doivent, autant que possible, respecter le principe de causalité. Les frais de tenue de compte, par exemple, ne touchent que les comptes de trafic des paiements, car comme ce sont ceux que l'on utilise le plus, ils exigent davantage de travail. Les paiements à l'étranger sont fastidieux, donc facturés. Les paiements électroniques en Suisse, en revanche, demandent peu de travail et restent gratuits.

Les coûts en hausse ont des conséquences

Ces dernières années, les taux d'intérêt ont chuté et les frais ont pris l'ascenseur. Premièrement parce que les coûts de l'activité bancaire ont généralement augmenté, ne serait-ce qu'en raison de réglementations toujours plus complexes dans le secteur financier. Comme toutes les banques, la BAS doit sans cesse introduire de nouveaux processus et formulaires, et aussi former le personnel. Deuxièmement parce que les revenus des marges d'intérêt ont diminué par rapport au nombre total de clientes et clients de la BAS. Celle-ci ne peut plus simplement assumer tous les coûts qu'engendre la gestion des comptes. Elle doit donc faire participer les clientes et clients.

Tout le monde devrait y trouver son compte

Les banques ajustent leurs taux d'intérêt et leurs frais sur les comptes, et cela fait partie de leur activité. Même à la BAS. Elle s'efforce toujours de trouver un équilibre entre tous les facteurs pesant sur les taux d'intérêt et les frais. Etant donné qu'elle renonce à la maximisation du profit, son but est de produire une facture aussi équitable pour sa clientèle que pour elle. Une tâche particulièrement délicate.

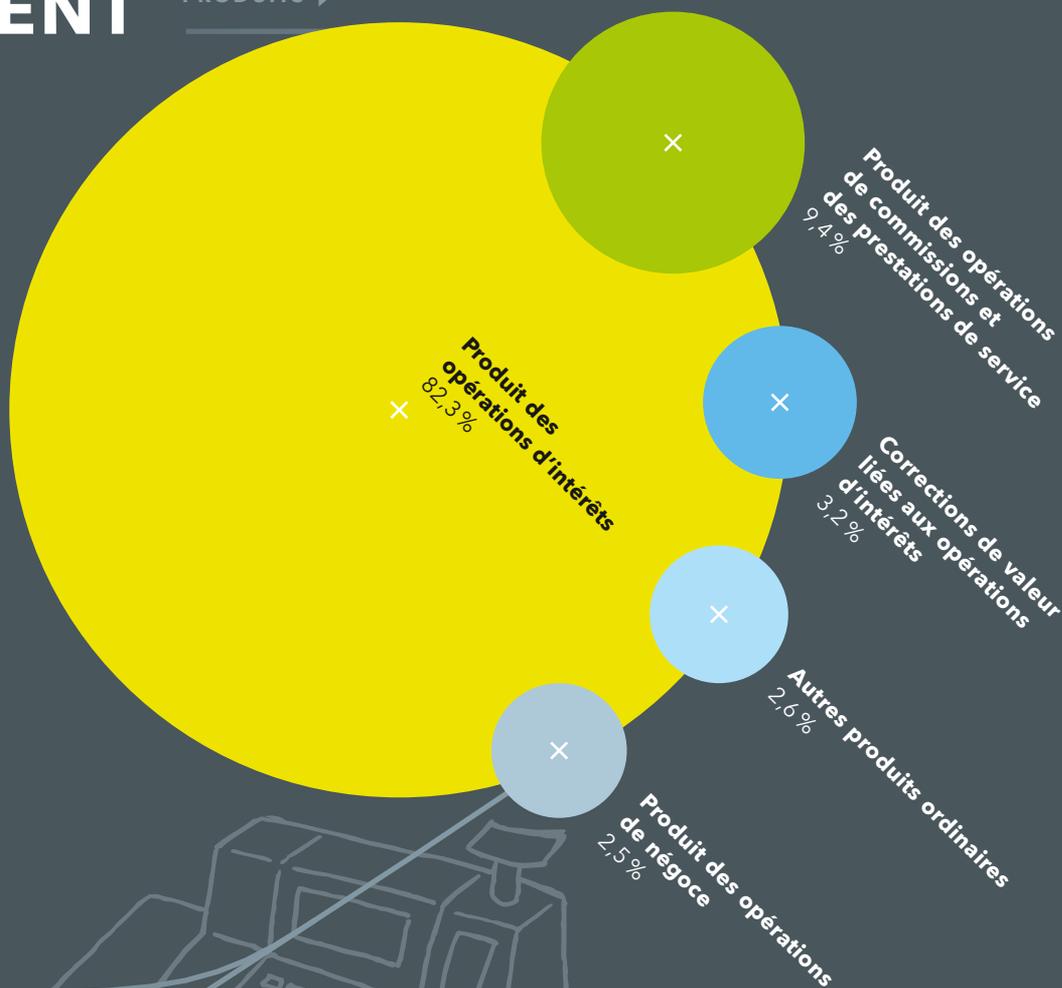
FLUX D'ARGENT À LA BAS

Moyenne 2013-2015

PRODUITS ▶

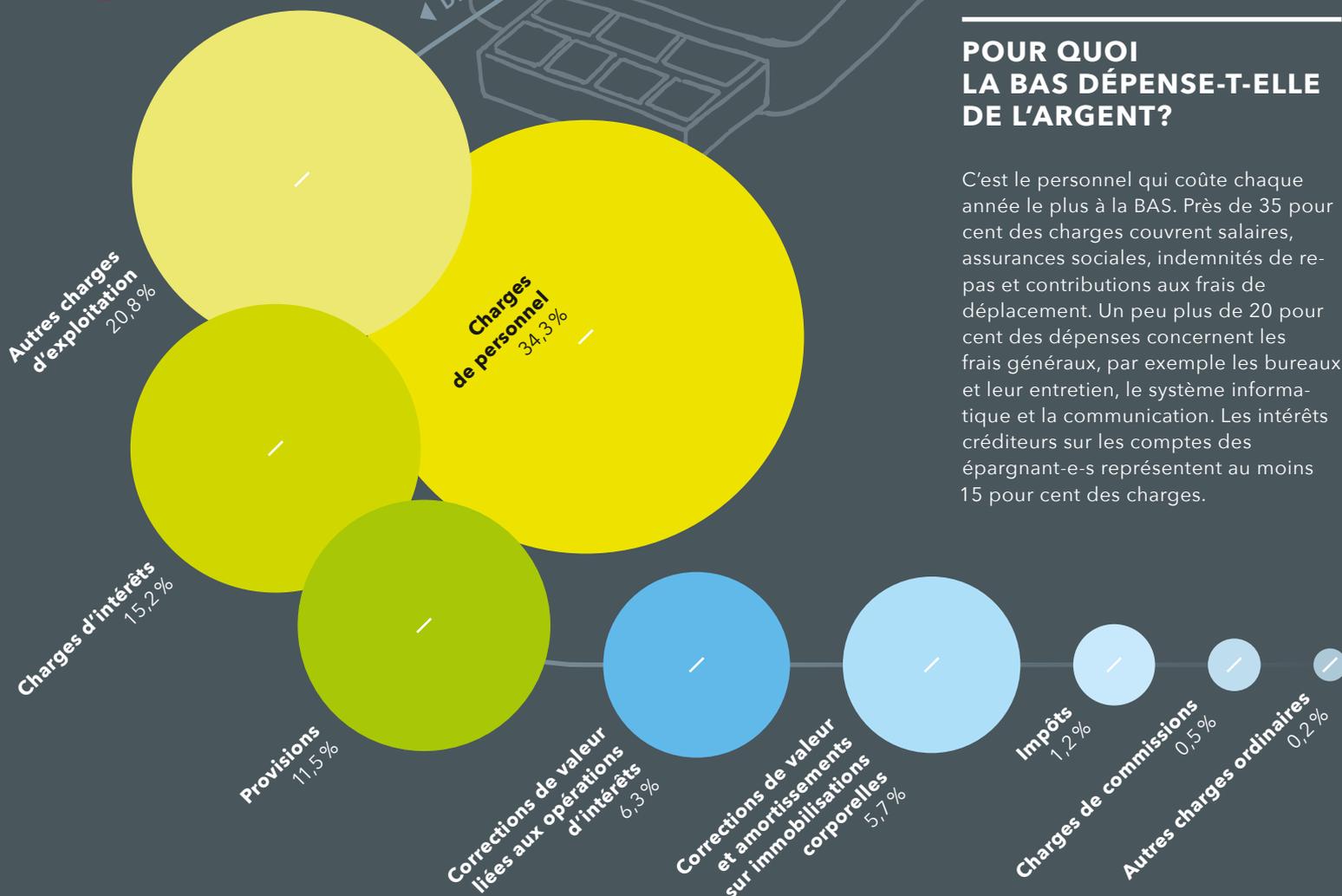
COMMENT LA BAS GAGNE-T-ELLE DE L'ARGENT?

Les intérêts de l'activité de crédit constituent la principale source de revenus pour la BAS. Ils atteignent généralement 80 pour cent des produits, voire davantage. Les commissions et prestations de services en représentent environ 10 pour cent.



◀ BÉNÉFICE

▶ DÉPENSES



POUR QUOI LA BAS DÉPENSE-T-ELLE DE L'ARGENT?

C'est le personnel qui coûte chaque année le plus à la BAS. Près de 35 pour cent des charges couvrent salaires, assurances sociales, indemnités de repas et contributions aux frais de déplacement. Un peu plus de 20 pour cent des dépenses concernent les frais généraux, par exemple les bureaux et leur entretien, le système informatique et la communication. Les intérêts créditeurs sur les comptes des épargnant-e-s représentent au moins 15 pour cent des charges.

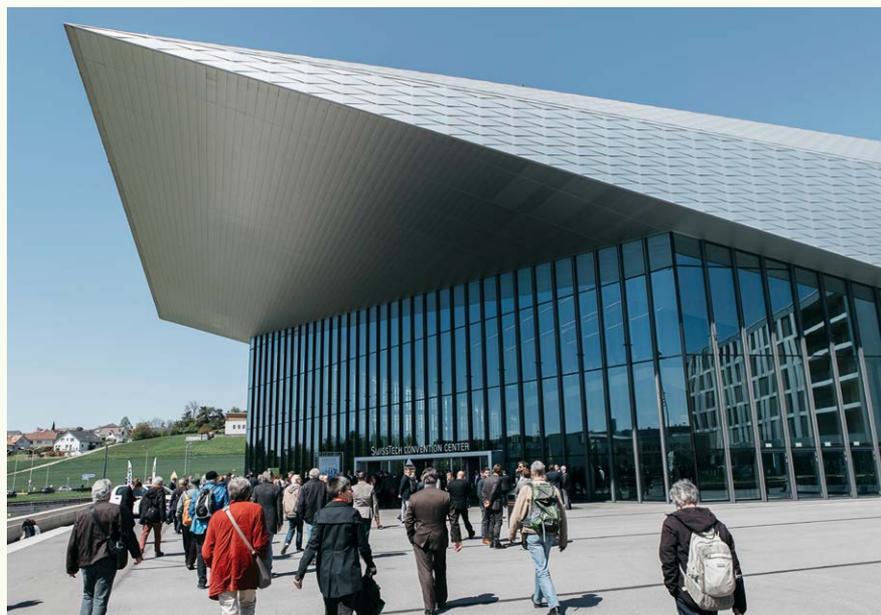


Photo: Jean-Christophe Dupasquier

L'HEURE EST À L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS

L'échange automatique d'informations dans le domaine fiscal est d'actualité: en 2018, la Suisse commencera à fournir aux autorités fiscales compétentes les données des comptes de clientes et clients étrangers. La Banque Alternative Suisse salue cette nouvelle mesure contre l'évasion fiscale.

Dans moins de deux ans, la Suisse se mettra à annoncer à près de 40 Etats combien d'argent des entreprises et personnes imposables dans ces différents pays ont déposé sur des comptes bancaires helvétiques. Cela sera rendu possible par la norme d'échange automatique de renseignements en matière fiscale (EAR), adoptée en 2014 par le Conseil de l'OCDE. Un total de 96 pays se sont engagés à introduire cette nouvelle norme, y compris les principales places financières du monde et la Suisse. Outre le solde du compte, son numéro ainsi que le nom, l'adresse et la date de naissance de la ou du titulaire seront communiqués, entre autres.

Collecte dès 2017, échange dès 2018

Pour que l'échange ait réellement lieu, des accords supplémentaires entre Etats participants sont nécessaires. La Suisse en a déjà conclu avec 37 d'entre eux, parmi lesquels l'Australie, les pays membres de l'UE, le Japon, le Canada, la Norvège et la Corée du Sud. Des adaptations législatives sont également indispensables en Suisse pour la mise en œuvre de l'échange automatique. Si tout se passe comme prévu, celui-ci entrera en vigueur en janvier 2017. La collecte des données commencera alors et, dès 2018, l'annonce aux autorités fiscales des Etats contractants aura lieu une fois par année, via l'Administration fédérale des contributions.

La BAS salue ce nouvel instrument

La Banque Alternative Suisse salue le fait que la nouvelle norme ait abouti à la création d'un instrument de divulgation des fonds non déclarés, permettant d'éviter la soustraction à la déclaration et au paiement des impôts. La BAS applique une stratégie de l'argent propre depuis sa fondation. Elle se prépare actuellement à l'échange automatique. Toutes les clientes et tous les clients qui résident dans un pays avec lequel il est prévu d'échanger automatiquement les données devront confirmer leur accord au moyen d'un formulaire. Une information écrite leur parviendra en temps opportun.

LE CAPITAL-ACTIONS AUGMENTE, ERIC NUSSBAUMER SE RETIRE

La 25^e assemblée générale de la Banque Alternative Suisse SA a eu lieu au Swiss Tech Convention Center de Lausanne, le 29 avril dernier. Les quelque 220 actionnaires présentes et présents ont:

- approuvé le rapport annuel du conseil d'administration;
- pris connaissance du rapport de l'organe externe de contrôle d'éthique;
- approuvé les comptes 2015 et le rapport de l'organe de révision;
- décidé d'attribuer 1,3 million de francs suisses à la réserve légale générale et 250 000 francs au Fonds d'innovation, et de reporter à nouveau 827 777 francs;
- décidé de verser aux actionnaires, pour l'exercice 2015, un dividende de 1,45 pour cent de la valeur nominale de l'action BAS;
- donné décharge au conseil d'administration;
- confirmé Anita Wymann, Albi Wuhrmann, Nicole Bardet, André Günter, Sven Lidén et Tineke Ritzema en tant que membres du conseil d'administration;
- pris congé d'Eric Nussbaumer, qui s'est retiré du conseil d'administration après en avoir été membre pendant douze ans, dont huit en tant que président;
- approuvé une nouvelle augmentation du capital à hauteur de 34,2 millions de francs.

A l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a confirmé la présidente désignée Anita Wymann dans cette fonction. Le nouveau vice-président est Patrick Schünemann.

Vous trouverez les chiffres de l'exercice 2015 de la BAS dans moneta 1-2016, dans les pages bancaires.

Les discours d'Eric Nussbaumer et de Martin Rohner sont disponibles sur www.bas.ch/assembleegenerale.

ÉTUDE SUR LE NÉGOCE À LA BOURSE

Le négoce à la Bourse est-il éthique? Le CRIC, association qui promeut l'éthique et la durabilité dans les placements de fonds, a étudié la question sur demande de la Banque Alternative Suisse.

Construiriez-vous un foyer d'enfants sur le terrain contaminé d'une ancienne décharge de déchets nocifs? Ou, autrement dit: avec votre épargne, êtes-vous d'accord de compter sur une institution – en l'occurrence la Bourse – dont vous savez qu'elle contribue à l'injustice sociale, par exemple avec des titres dits «toxiques»? Les investissements durables prennent de plus en plus d'ampleur en Suisse. Cela devrait permettre d'agir positivement tout en obtenant un rendement financier et suppose évidemment qu'il soit légitime, d'un point de vue moral, d'utiliser le marché boursier en tant qu'instrument à des fins sociales et écologiques. Est-ce justifié? Le CRIC (Corporate Responsibility Interface Center) s'est penché sur la question pour la BAS.

Indispensable à un système fondé sur l'économie de marché

Dans l'étude, le CRIC part du principe que le négoce à la Bourse joue un rôle essentiel dans un système fondé sur l'économie de marché. Grâce à la Bourse, des entreprises sont en mesure de mobiliser des capitaux, et les investisseuses et investisseurs qui apportent des ressources en capital peuvent participer au bénéfice d'une entreprise. En théorie et dans l'optimal, cela permet de placer son capital libre dans les titres d'investissement d'entreprises qui promettent le meilleur rendement par rapport au risque. «Optimal» veut aussi dire que les titres sont toujours achetés ou vendus à un prix juste quant au risque. Voilà pour la théorie.

La contribution au bien commun détermine la légitimité

Au moyen d'une analyse éthique, le CRIC détermine ensuite si cette affectation optimale fonctionne réellement et se demande s'il en résulte une contribution au bien commun. L'association parvient à la conclusion que les prix justes ne sont établis que si toutes les actrices et tous les acteurs peuvent disposer simultanément des mêmes informations. Or, cette condition n'est pas toujours remplie, certaines et certains agissant de façon illégale et contraire à l'éthique. Des manipulations du marché empêcheraient aussi la formation de prix justes. Mais d'un point de vue général, cela ne plaide pas en défaveur de la Bourse. Dans quelle mesure la spéculation sur le marché boursier est-elle éthiquement acceptable? De l'avis du CRIC, cela dépend avant tout des effets sur des personnes tierces non concernées. Ces dernières seraient difficiles à identifier à l'avance, pour les investisseuses et investisseurs. Se pose enfin la question de l'équité de la redistribution: elle serait cruciale pour la légitimité du négoce boursier. Tout le monde devrait avoir les mêmes perspectives et possibilités de réaliser des gains en Bourse, qu'il faudrait ensuite répartir équitablement. Les effets positifs et négatifs devraient toucher celles et ceux qu'ils concernent.

Recommandations pour davantage d'éthique

Sur la base de l'analyse éthique, le CRIC recommande à toutes les actrices et à tous les acteurs de la Bourse, entre autres:

- de réfléchir à l'éthique de leur propre rôle dans le marché boursier;
- de créer des possibilités de participation pour les investisseuses et investisseurs plus petit-e-s et moins professionnel-le-s;
- d'accroître la conscience de la responsabilité individuelle pour le système de négoce en Bourse.

L'étude peut être commandée à la BAS sur www.bas.ch/reflexions.

La version intégrale est en langue allemande; un résumé sera disponible en français dès juin.

INFORMATION IMPORTANTE

À PROPOS DES ENCARTS À MONETA

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations insérées dans ce journal n'ont pas été examinées par la BAS. Il ne s'agit donc pas de recommandations d'achat de la Banque.

LA BOURSE OU L'ÉTHIQUE?

Le 6 juillet 2016, Michael Diaz, membre de la direction générale de la BAS, et Klaus Gabriel, gérant du CRIC, présenteront les résultats de l'étude ainsi qu'une prise de position de la BAS.

La présentation est donnée en allemand. A la fin, un apéritif invitera à poursuivre les discussions.

Date et heure:

6 juillet 2016 à 18 h 15

Lieu:

siège principal de la BAS, Amthausquai 21, Olten

Inscription:

le nombre de places est limité.

Veuillez vous inscrire sur

www.bas.ch/bourse-ou-ethique.

EN VACANCES? DÉBLOQUEZ VOTRE CARTE MAESTRO!

Afin de vous protéger contre la fraude, votre carte Maestro n'est normalement utilisable qu'en Suisse et en Europe. Pour tous les autres pays du monde, vous devez activer votre carte pour la durée de votre séjour. Vous pouvez le faire via l'e-banking BAS, sous la rubrique «cartes». Si vous ne disposez pas d'un accès e-banking, l'équipe de conseil à la clientèle de la BAS procédera gratuitement pour vous au déblocage de votre carte pour la région désirée. Il vous suffit de nous appeler au +41 (0)21 319 91 00. www.bas.ch/geoblocage

NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE DES GUICHETS

De nouveaux horaires d'ouverture des guichets entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2016:

- **Olten:** du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00
- **Zurich et Lausanne:** du mardi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00
- **Genève:** sur demande

Tous les horaires d'ouverture en un coup d'œil: www.bas.ch/horaires

Outre une multitude de boutiques, le viaduc ferroviaire du 5^e arrondissement de Zurich abrite quelques rares établissements publics. L'un d'eux est le restaurant Viadukt, qui propose des places de formation et de travail accompagnées pour de jeunes adultes.

BIEN PLUS QU'UN RESTAURANT

Texte: Katharina Wehrli
Photo: mäd

Le restaurant Viadukt ne désemplit pas: à midi, de nombreuses personnes viennent des ateliers et bureaux environnants pour y manger. L'après-midi et en fin de semaine, les familles sont majoritaires. Pendant que les parents boivent leur café, les enfants se défoulent dans le parc de la Josefwiese, juste à côté. Et quand le soleil se couche, un public bigarré savoure les plats créatifs de la carte du soir. Un restaurant qui marche bien dans un lieu original, se dit-on, avant de réaliser que le Viadukt est bien plus que cela en lisant la carte plus attentivement. Comme il y est écrit tout en bas, il s'agit d'une entreprise de la fondation Netzwerk, laquelle œuvre en faveur du travail social, des sports et de la culture.

Cette organisation sans but lucratif fondée en 1992 offre un logement, du travail et des conseils à des personnes de tout âge en situation difficile. Elle s'occupe également de projets culturels et sportifs. Le restaurant Viadukt fait partie d'un projet d'insertion professionnelle lancé en 2004 par la fondation. Il propose des places de formation et de travail accompagnées à des ados et à de jeunes adultes aux perspectives réduites sur le marché ouvert de l'emploi. En fonction de leur situation personnelle et

professionnelle, elles et ils suivent un apprentissage, un entraînement au travail ou des mesures AI, au Viadukt ou dans une autre entreprise d'intégration professionnelle. La clientèle ne remarque rien, et cela est indissociable du concept: «Les jeunes doivent travailler dans un environnement aussi réaliste et orienté vers la clientèle que possible, explique Kaspar Jucker, créateur et directeur de la fondation Netzwerk. Cette proximité avec l'économie est une condition importante pour trouver un emploi sur le marché libre du travail après leur apprentissage accompagné.»

La création d'un restaurant voué à l'insertion professionnelle a représenté un défi majeur pour la fondation, d'un point de vue autant organisationnel que financier. Installer un restaurant avec cuisine professionnelle sous les vénérables voûtes en briques a nécessité un investissement de presque 2 millions de francs. Une somme énorme pour la fondation, qui avait déjà géré avec succès différentes structures d'insertion professionnelle plus petites dans l'Oberland zurichois. La Banque Alternative Suisse a contribué au projet avec un crédit d'encouragement d'un demi-million de francs. «J'ai été impressionné par la

manière efficace, simple, mais très professionnelle dont la BAS a analysé notre demande, puis l'a acceptée, se souvient M. Jucker. Ce soutien a été très important pour nous.»

Insertion professionnelle et sociale

Le restaurant Viadukt propose, au total, 25 places de formation et d'entraînement à la cuisine et au service. Les jeunes adultes bénéficient de l'encadrement professionnel d'un noyau de 15 personnes, pros de la gastronomie et du travail social. Le service emploie également environ 25 personnes à temps partiel, des étudiantes et étudiants pour la plupart. «Encadrer cette équipe hétérogène et gérer au quotidien un restaurant dynamique, voilà un grand et formidable défi», s'exclame Gian-Peider Pinösch, directeur adjoint du Viadukt. Il ajoute: «Il est incroyable de voir à quel point l'ambiance est bonne dans notre établissement, malgré les histoires et les circonstances difficiles qui ont amené ici certains jeunes.» Beaucoup ont vécu des années difficiles, que ce soit à cause de problèmes familiaux, de troubles mentaux ou physiques, d'abandon scolaire ou de difficultés liées à la migration. Outre la formation professionnelle, c'est surtout l'intégration sociale qui figure au premier plan, souligne M. Pinösch. Pour y parvenir, cette entreprise offre un soutien individuel par des travailleuses et travailleurs sociaux, qui deviennent des personnes de référence importantes pour les jeunes.

Depuis trois ans, la fondation Netzwerk exploite également avec succès Bogen F (l'Arche F), salle de concert et d'événements située à l'extrémité sud du viaduc. L'équipe du restaurant Viadukt s'occupe de la partie gastronomique et assure le service traiteur lors de manifestations. La BAS a également participé au financement de ce projet et a augmenté la somme du crédit. «Pour nos jeunes en formation, les missions à Bogen F représentent une chance supplémentaire, parce que le service traiteur les confronte à d'autres exigences que la restauration classique», relève Kaspar Jucker. Bogen F a un bar à café ouvert trois jours par semaine et proposera, dès le mois de juin, un bar dédié au Championnat d'Europe de football.

www.restaurant-viadukt.ch
www.bogenf.ch
www.netz-werk.ch



LA PAGINA DELLA BAS



Foto: Jean-Christophe Dupasquier

AUMENTO DEL CAPITALE AZIONARIO E CONGEDO DI ERIC NUSSBAUMER

- Lo scorso 29 aprile, presso lo Swiss Tech Convention Center di Losanna ha avuto luogo la 25ª Assemblea generale della BAS. I circa 220 azionisti e azionisti presenti
- hanno approvato il rapporto d'esercizio del Consiglio di amministrazione;
 - hanno preso atto del rapporto dell'Ufficio del controllo etico;
 - hanno approvato il conto annuale 2015 e il rapporto di revisione;
 - hanno deciso di destinare 1,3 milioni di franchi dell'utile di bilancio alle riserve legali federali, di donare 250 000 franchi al fondo per l'innovazione e di riportare a nuovo 827 777 franchi;
 - hanno deciso di distribuire, per l'anno d'esercizio 2015, un dividendo dell'1,45 per cento sul valore nominale delle azioni BAS;
 - hanno concesso lo scarico al Consiglio di amministrazione;
 - hanno confermato Anita Wymann, Albi Wuhrmann, Nicole Bardet, André Günter, Sven Lidén e Tineke Ritzema in qualità di membri del Consiglio di amministrazione;
 - hanno congedato Eric Nussbaumer, che si è dimesso dopo dodici anni trascorsi nel Consiglio di amministrazione e dopo otto anni di Presidenza del Consiglio stesso;
 - hanno creato nuovo capitale autorizzato per un importo di 34,2 milioni di franchi.

Al termine dell'Assemblea generale, il Consiglio di amministrazione ha confermato nella sua funzione la Presidente designata Anita Wymann. Come nuovo Vicepresidente è ora stato nominato Patrick Schünemann.

Le cifre della BAS relative all'anno d'esercizio 2015 sono disponibili sull'edizione della moneta 1-2016, sulle pagine dedicate alla BAS.

I discorsi tenuti da Eric Nussbaumer e da Martin Rohner sono disponibili online su www.bas.ch/assemblee generale.

È IN ARRIVO LO SCAMBIO AUTOMATICO DI INFORMAZIONI

Lo scambio automatico di informazioni in materia fiscale è una realtà: nel 2018 la Svizzera segnalerà, per la prima volta, i dati dei conti della clientela straniera alle autorità fiscali competenti. La Banca Alternativa Svizzera accoglie con favore il nuovo accordo contro l'evasione fiscale.

Mancano poco meno di due anni al momento in cui la Svizzera, per la prima volta, notificherà a quasi 40 stati quanti fondi - intestati a persone e a imprese soggette a imposta nei loro paesi - sono depositati sui conti bancari svizzeri. Una prassi resa possibile grazie al nuovo standard per lo scambio automatico in materia fiscale, adottato nel 2014 dal Consiglio dell'OCSE. Finora sono 96, gli stati che si sono impegnati ad adottare il nuovo standard, comprese le principali piazze finanziarie del mondo e la Svizzera. Oltre allo stato del conto, saranno notificati il numero di conto, il nome, l'indirizzo e la data di nascita del o della titolare.

Raccolta di dati dal 2017, scambio di informazioni dal 2018

Affinché lo scambio possa avere luogo, è necessario stipulare ulteriori accordi tra i paesi partecipanti. La Svizzera ha già concluso accordi con 37 stati, tra cui l'Australia, gli stati membri dell'Unione Europea, il Giappone, il Canada, la Norvegia e la Corea del Sud. Per poter attuare lo scambio automatico nel nostro paese sono inoltre necessari degli adeguamenti legali. Se tutto si svolgerà secondo i piani, tali adeguamenti entreranno in vigore nel gennaio del 2017. Dopo la loro entrata in vigore, ci sarà innanzitutto la raccolta dei dati che, a partire dal 2018, saranno notificati una volta all'anno dall'Amministrazione federale delle contribuzioni alle autorità fiscali degli stati contraenti.

La BAS è favorevole al nuovo strumento

La Banca Alternativa Svizzera accoglie con favore il nuovo standard, uno strumento creato per rivelare i fondi non tassati e per contrastare l'evasione fiscale. Fin dalla sua creazione la banca opera secondo la «strategia del denaro pulito» e si sta attualmente preparando allo scambio automatico di informazioni. Tutti i clienti residenti in uno stato, con cui vige lo scambio automatico, dovranno accettare tale accordo compilando un modulo. A tempo debito la clientela sarà informata per iscritto.

Professeur de philosophie à l'Institut de géographie et de durabilité de l'Université de Lausanne, Dominique Bourg milite pour remettre le citoyen et la citoyenne au cœur du processus démocratique. Il appelle à se poser la question de la pertinence des techniques et à intérioriser l'idée de croissance faible, voire de décroissance. C'est la seule condition pour que nos sociétés retrouvent une manière de vivre qui tende vers la durabilité.

Propos recueillis par Muriel Raemy

Les sciences doivent accepter le débat public

moneta: Dominique Bourg, comment va la planète?

Dominique Bourg: Mal. Je dirais même que son état de santé est alarmant.

Grâce aux mesures de l'Agenda 21, n'étions-nous pas censés avoir amélioré son état?

Le développement durable a échoué. En ce qui concerne les objectifs fixés, à savoir la réduction des inégalités et des pressions sur la biosphère, force est de constater que non seulement ces buts ne sont pas atteints, mais que les problèmes se sont accrus. Le dernier rapport de l'ONG Oxfam montre qu'aujourd'hui, 62 personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,5 milliards de personnes. Les espèces disparaissent à une vitesse jamais atteinte auparavant. Les ressources s'épuisent et le changement climatique commence à devenir tangible.

Quelles sont les raisons de cet échec?

La notion de développement durable a été curieusement pensée. La dimension économique a pris le dessus et au lieu de préserver le capital naturel, on l'exploite dans un but de croissance économique sans fin, avec une crise écologique majeure comme résultat. Mais cette crise n'est pas ressentie comme problématique dans nos sociétés. Les gens oublient vite que la température a flirté avec les 20 degrés en décembre dans l'Arc lémanique. Pour appréhender ces problèmes, il faut, sauf ce genre d'exception, se plonger dans des indicateurs qui échappent à nos sens, ce qui est très exigeant intellectuellement. Nous sommes habitués à la croissance et tout notre système de crédits et de fonds de pen-

sion en dépend. Nous fonçons dans le mur et continuons à vanter les vertus du progrès.

Vous constatez, dans le livre que vous venez de codiriger*, que l'on continue à croire aux promesses des sciences et des technologies pour sortir de cette crise.

Il faut distinguer deux sortes de sciences, qui ne relèvent pas des mêmes modalités de jugement. Il y a d'un côté les sciences de l'ingénierie et les technosciences, qui produisent des objets, par exemple des OGM. Or, un objet n'est ni vrai ni faux. Il n'y a donc pas d'objets à proprement parler «scientifiques». De l'autre, il y a les sciences du diagnostic – sciences du climat, biologie de l'évolution, etc. – qui elles produisent des énoncés les plus vraisemblables possible sur des états du monde. En révélant certains dangers, elles nous incitent à revoir certaines priorités collectives. Mais nous ne les écoutons guère et préférons croire que nous surmonterons les difficultés grâce à un surcroît de techniques, sans changer ni nos comportements, ni nos modes de pensée. Il y a un consensus sur le fait que de nouvelles solutions apparaîtront et nous sauveront.

Comment, néanmoins, sortir de cette léthargie individuelle et de cette foi dans les avancées technologiques?

La croyance au progrès et à son automatisme résulte de deux siècles d'avancées bien réelles. On ne la fragilisera pas avec des contraintes et des incantations: seule l'épreuve des faits est capable de provoquer des changements profonds dans l'opinion publique. A mon avis nous devons remettre la démocratie au cœur du processus. Nous devons faire en sorte que les sciences et leurs projets s'ouvrent et

donnent lieu à des débats publics. Et ce afin d'aider la société à s'interroger sur son devenir et de préparer la compréhension des mutations en cours.

Gardez-vous espoir?

Bien sûr! Peut-on faire autrement? L'histoire n'est pas écrite. Nous sommes capables de résilience. C'est dans cet esprit que nous proposons un master en fondements et pratique de la durabilité. Nous voulons former les futurs acteurs aptes à accompagner la transition écologique de nos sociétés et de redéfinir des activités économiques compatibles avec la biosphère.

*Gérald Hess et Dominique Bourg (dir), *Science, conscience et environnement: penser le monde complexe*, PUF, 2016, 328 pages



Photo: mad

Dominique Bourg est professeur de philosophie à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne. Il y a présidé la commission durabilité. Il compte de nombreuses activités en France, son pays d'origine, où il est, entre autres, vice-président de la Fondation Nicolas Hulot et membre fondateur de l'IDDRI, l'Institut du développement durable et des relations internationales.